

Cote du document: EC 2021/112/W.P.7  
Point de l'ordre du jour: 8  
Date: 19 février 2021  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Version révisée du mandat et du règlement intérieur du Comité de l'évaluation du Conseil d'administration**

### **Note à l'intention des membres du Comité de l'évaluation**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Luis Jiménez-McInnis**  
Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

**Fabrizio Felloni**  
Responsable par intérim  
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2361  
courriel: f.felloni@ifad.org

**Thomas Eriksson**  
Directeur  
Division des politiques et des résultats opérationnels  
téléphone: +39 06 5459 2425  
courriel: t.eriksson@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Cent douzième session  
Rome, 19 mars 2021

---

Pour: **Examen**

## **Note à l'intention des membres du Comité de l'évaluation**

Comme suite aux débats tenus à sa réunion informelle de janvier 2020, à ses cent huitième et cent onzième sessions et à sa septième session extraordinaire en janvier 2021, le Comité de l'évaluation est invité à recommander officiellement que le Conseil d'administration approuve la présente version révisée du mandat et du règlement intérieur du Comité de l'évaluation. Pour plus de clarté, le texte ajouté par rapport à la version examinée à la cent onzième session du Comité de l'évaluation (EC 2020/111/W.P.9) est souligné, tandis que le texte barré correspond aux suppressions. Sur recommandation finale du Comité de l'évaluation, la version révisée du mandat et du règlement intérieur soumise à l'approbation du Conseil d'administration reflétera les modifications apportées au document correspondant initialement approuvé en 2011.

Cote du document: EB 2021/132/R.X  
Point de l'ordre du jour: X  
Date: 2021  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Version révisée du mandat et du règlement intérieur du Comité de l'évaluation du Conseil d'administration

### Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques

##### **Luis Jiménez-McInnis**

Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

##### **Fabrizio Felloni**

Responsable par intérim  
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2361  
courriel: f.felloni@ifad.org

##### **Thomas Eriksson**

Directeur  
Division des politiques et des résultats  
opérationnels  
téléphone: +39 06 5459 2425  
courriel: t.eriksson@ifad.org

#### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-deuxième session  
Rome, 19-21 avril 2021

---

Pour: **Approbation**

## Recommandation pour approbation

Conformément aux recommandations du Comité de l'évaluation, le Conseil d'administration est prié d'examiner la version révisée du mandat et du règlement intérieur du Comité de l'évaluation et de l'adopter telle qu'elle figure dans le présent document. Pour plus de clarté, les ajouts au texte actuel (EB 2011/102/R.47/Rev.1) sont soulignés et le texte barré correspond aux suppressions<sup>1</sup>.

### I. Note d'introduction

1. Le Comité de l'évaluation s'est engagé dans un processus de révision de son mandat et de son règlement intérieur comme suite à la recommandation formulée à l'issue de l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA (ci-après, "examen externe par les pairs") réalisé en 2019. Concrètement, les pairs ont recommandé de revoir le rôle (mandat) du Comité de l'évaluation pour garantir un contrôle complet des fonctions d'évaluation et d'information sur les résultats pour tout le FIDA. Afin d'harmoniser les procédures suivies par les différents comités du Conseil d'administration, la structure du règlement intérieur général proposé dans le présent document est la même que celle proposée en 2011 et demeure analogue à celle adoptée pour le Comité d'audit.
2. En conséquence, les deux premières sections contiennent des dispositions communes concernant la constitution et la composition (section 1), le rôle et la conduite des activités (section 2) et leur lien avec le règlement intérieur du Conseil d'administration (section 4). La plupart des éléments caractéristiques se rapportent aux attributions et sont présentés à la section 3. ~~En 2011, à l'issue d'un processus approfondi d'examen et de vérification, le Comité est parvenu, à sa soixante-septième session, à un consensus sur le projet de mandat et de règlement intérieur du Comité de l'évaluation. La version finale a été présentée au Conseil d'administration, qui l'a approuvée à sa cent deuxième session.~~
3. Comme l'en avait chargé le Conseil d'administration, le Comité de l'évaluation a débattu du mandat et convenu que la version révisée du mandat devrait être moins prescriptive en ce qui concernait les produits à discuter en réunion, et porter davantage sur la contribution à l'amélioration de l'efficacité générale du FIDA en matière de développement.

### II. Texte proposé de mandat et règlement intérieur révisés du Comité de l'évaluation

#### 1. Constitution et composition

- 1.1. Le Conseil d'administration, agissant en vertu de l'article 11 de son Règlement intérieur, constitue par la présente le Comité de l'évaluation.
- 1.2. Le Comité de l'évaluation se compose de neuf membres ou membres suppléants du Conseil d'administration nommés par le Président en application de l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, comme suit: quatre membres de la Liste A, deux membres de la Liste B et trois membres de la Liste C. La durée du mandat du Comité de l'évaluation est de trois ans.

<sup>1</sup> Sur recommandation finale du Comité de l'évaluation, la version révisée du mandat et du règlement intérieur soumise à l'approbation du Conseil d'administration reflétera les modifications apportées au document correspondant initialement approuvé en 2011.

- 1.3. Le Comité élit son président parmi les membres appartenant aux Listes B ou C. En cas d'absence du président au cours d'une réunion prévue du Comité, la présidence sera assumée provisoirement par un autre membre appartenant aux Listes B ou C choisi par le Comité.
- 1.4. Le Secrétaire du Fonds occupe les fonctions de secrétaire du Comité. Le Directeur du Bureau de l'évaluation du FIDA (ci-après dénommé le "Bureau") et le Directeur de la Division des politiques et des résultats opérationnels ~~fournit~~ fournissent un appui technique.

## 2. Rôle et conduite des activités

- 2.1. En tant qu'organe subsidiaire du Conseil d'administration, le rôle du Comité de l'évaluation est d'aider ledit Conseil à s'acquitter de ses responsabilités relatives à ses fonctions d'évaluation au sein du Fonds, dont le Conseil d'administration est responsable en application de l'Accord portant création du FIDA.
- 2.2. Pour toute réunion du Comité de l'évaluation, le quorum est constitué lorsque des représentants de la majorité des membres sont présents.
- 2.3. Le Comité de l'évaluation ne vote pas, mais présente les opinions de ses membres dans les rapports qu'il soumet au Conseil d'administration. Nonobstant ce qui précède, le président s'efforce de parvenir à un consensus afin que les rapports soumis au Conseil reflètent, autant que possible, l'avis unanime du Comité de l'évaluation. En l'absence de consensus, les vues et opinions minoritaires sont indiquées dans les rapports.
- 2.4. Le Comité de l'évaluation se réunit régulièrement. La date de chaque réunion est fixée par le Comité à la session précédant ladite réunion, à moins que le Comité n'en décide autrement. Le président du Comité peut également convoquer à tout moment des réunions extraordinaires, si cela est nécessaire. Nonobstant les dispositions de l'article 3<sup>2</sup> du Règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité de l'évaluation peut effectuer des visites de terrain organisées par le FIDA, visites auxquelles peuvent participer les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation.
- 2.5. Les délibérations du Comité de l'évaluation et les recommandations qu'il adopte sont consignées officiellement dans le procès-verbal de ses réunions. Ce procès-verbal est approuvé par tous les participants et peut être soumis au Conseil d'administration. Le président rend compte au Conseil des délibérations du Comité de l'évaluation.
- 2.6. Les réunions du Comité de l'évaluation sont ouvertes au Directeur du Bureau, à la direction du FIDA, et ainsi qu'aux membres du personnel du Fonds ou aux spécialistes externes qui peuvent être, ~~à l'occasion,~~ désignés par le Président et le Directeur d'IOE, ainsi qu'à ~~d'autres membres du Bureau lorsque le Directeur dudit Bureau estime qu'ils devraient assister aux réunions comme experts,~~ sauf lorsque les questions mentionnées au paragraphe 3.1 i) ci-dessous sont examinées.

---

<sup>2</sup> Article 3: Lieu des sessions – Toutes les sessions du Conseil ont lieu au siège du Fonds, sauf celles qui ont lieu en liaison avec une session du Conseil des gouverneurs, qui se réunit ailleurs, ou les sessions tenues en mode virtuel. Les sessions du Conseil d'administration peuvent être tenues en mode virtuel lorsque le Président détermine que la tenue d'une session physique, en présentiel, n'est pas possible ou appropriée pour tous les représentants. Dans de tels cas, un ou plusieurs représentants des membres ou membres suppléants du Conseil d'administration peuvent participer à la réunion par téléconférence, vidéoconférence ou un autre moyen électronique. Les procédures spéciales applicables aux sessions du Conseil d'administration tenues en mode virtuel sont énoncées à l'annexe II du présent Règlement intérieur. Toutes les sessions du Conseil d'administration ont lieu au siège du Fonds, sauf celles qui ont lieu en liaison avec une session du Conseil des gouverneurs, qui se réunit ailleurs.

- 2.7. Les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation peuvent également assister aux réunions en qualité d'observateurs, sauf en ce qui concerne les questions mentionnées au paragraphe 3.1 i) ci-dessous.
- 2.8. Conformément à la politique du FIDA en matière de diffusion des documents, les procès-verbaux et les rapports du Comité de l'évaluation feront l'objet d'une diffusion publique sur le site Web du Fonds.

### 3. Attributions

3.1. Le Conseil d'administration peut porter devant le Comité de l'évaluation toute question relative aux fonctions d'évaluation au sein du Fonds, dont le Conseil d'administration est responsable en application de l'Accord portant création du FIDA. En outre, les attributions permanentes du Comité de l'évaluation sont les suivantes:

- a) veiller à ce que la Politique du FIDA en matière d'évaluation, dont l'objectif primordial est d'apprécier les résultats et l'impact du FIDA en vue d'améliorer ses opérations et ses politiques, soit pleinement mise en œuvre et appliquée moyennant la présentation de rapports et la formulation de recommandations au Conseil d'administration;
- b) contribuer à la boucle d'apprentissage du FIDA en faisant rapport au Conseil et en lui transmettant ses recommandations sur les évaluations dont il est saisi;
- c) contribuer à l'efficacité générale du FIDA en matière de développement, en particulier en examinant, si nécessaire, les produits d'évaluation indépendante, les produits d'autoévaluation et autres rapports;
- d) une fois par an, examiner le ~~procéder à l'examen et rendre compte du~~ projet de budget-programme de travail annuel et ~~projet de budget~~ annuels du Bureau et faire rapport à ce sujet et de l'utilisation des crédits budgétaires;
- e) donner des orientations au Bureau sur les priorités des évaluations indépendantes, et à la direction sur les activités d'autoévaluation à accomplir, pour présentation aux sessions du Comité de l'évaluation et, à sa dernière ou à son avant-dernière session d'une année donnée, approuver le programme de travail annuel du Comité pour l'année suivante;
- f) tous les ans, débattre, ~~procéder à l'examen et rendre compte~~ des divers produits d'évaluation indépendante, qu'il s'agisse des produits d'évaluation indépendante ou des produits d'évaluation inclus dans la gamme de produits et ceux inclus dans le programme de travail annuel approuvé du Comité, les examiner et faire rapport à leur sujet. Ces produits sont notamment le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) et une sélection de rapports d'évaluation indépendante, comme le décide le Comité, ainsi que la réponse de la direction du FIDA aux rapports d'évaluation sélectionnés. Le Comité débattera et rendra compte du projet de document d'orientation relatif aux évaluations au niveau de l'institution et aux autres évaluations qu'il demande;
- g) tous les ans, débattre, procéder à l'examen et rendre compte des produits d'autoévaluation inclus dans le programme de travail annuel approuvé du Comité. Ces produits sont notamment le Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA); et le

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE),  
ainsi que les observations correspondantes d'IOE;

- ~~g) analyser le projet de document sur l'approche relative aux évaluations au niveau de l'institution et aux évaluations thématiques et faire rapport à ce sujet;~~
- ~~h) sélectionner et examiner un certain nombre de rapports d'évaluation au niveau de l'institution, d'évaluation de programmes de pays ou de projets, d'évaluation thématique ou autres, ainsi que les mesures prises par la direction pour y donner suite, et faire rapport à leur sujet;~~
- h) examiner, avant leur soumission au Conseil d'administration, les avant-projets de politiques et de stratégies opérationnelles découlant des évaluations menées, les autres questions renvoyées au Comité pour étude et rapport conformément à l'article 11.1 du Règlement intérieur du Conseil d'administration<sup>3</sup>, ainsi que les observations du Bureau et les réponses de la direction concernant ces propositions, et faire rapport à ce sujet. Cet examen visera à intégrer les enseignements et les recommandations issus de l'évaluation;
- i) conformément à la Politique du FIDA en matière d'évaluation, prêter son concours au Conseil d'administration pour la sélection, la nomination, l'examen de la performance ou la révocation du Directeur du Bureau;
- j) recommander, le cas échéant, la révision de la Politique en matière d'évaluation.

#### **4. Dispositions finales**

- 4.1 Le mandat et le règlement intérieur du Comité de l'évaluation du Conseil d'administration présentés dans le document EB 2011/102/R.47/Rev.1 sont annulés et remplacés par le mandat et le règlement intérieur figurant dans le présent document. Conformément à l'article 11.3 du Règlement intérieur du Conseil d'administration et à l'exception des articles 25 et 29 dudit règlement, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le présent mandat, ledit Règlement intérieur du Conseil d'administration s'applique, *mutatis mutandis*, aux travaux du Comité de l'évaluation.

---

<sup>3</sup> Est notamment visée la restructuration des projets de niveau 1, conformément à la Politique du FIDA relative à la restructuration des projets ([EB 2018/125/R.37/Rev.1](#)).

## Notes au Conseil d'administration

### 1. **Portée du mandat**

L'habilitation du Conseil d'administration à créer des organes subsidiaires est régie par l'article 11 de son Règlement intérieur. En vertu de l'article 11.3, ledit règlement s'applique à ces organes subsidiaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement. Ainsi, le mandat concerne spécifiquement le Comité de l'évaluation. Il ne s'applique pas à la conduite d'autres organes du Fonds, ce qui explique pourquoi le projet ne contient pas de directives visant d'autres organes (à savoir le Conseil des gouverneurs et le Président).

### 2. **Composition**

Le paragraphe 1.2 du projet de mandat codifie la pratique actuelle, telle qu'indiquée dans le règlement intérieur du Comité de l'évaluation figurant dans le document EB 2004/83/R.7/Rev.1, qui dispose que ledit Comité se compose de neuf membres ou membres suppléants du Conseil d'administration nommés par le Président en application de l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, comme suit: quatre membres de la Liste A, deux membres de la Liste B et trois membres de la Liste C.

### 3. **Durée du mandat**

La durée du mandat des membres du Comité de l'évaluation est de trois ans. Elle doit être alignée sur celle du Conseil d'administration, afin de garantir que tous les membres du Comité sont aussi membres du Conseil d'administration, ainsi que le prescrit l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil d'administration.

### 4. **Critères de sélection**

Aux termes de la deuxième phrase de l'article 11.1 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, le Président, avec l'approbation du Conseil, nomme les membres des organes subsidiaires. Lorsqu'il nomme les membres du Comité de l'évaluation, qui doivent être approuvés par le Conseil d'administration, le Président peut se référer aux Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA, qui s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux membres des comités et des autres organes subsidiaires du Conseil d'administration<sup>4</sup>.

### 5. **Président**

Ainsi que le prescrit l'article 14.2 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, il est prévu au paragraphe 1.3 du projet de mandat que le Comité élise son président. Le libellé retenu permet de maintenir la pratique selon laquelle, s'il le souhaite, le Comité élit son président parmi les membres appartenant aux Listes B ou C. Si cette pratique est maintenue, en cas d'absence au cours d'une réunion prévue du Comité, la présidence est assumée provisoirement par un autre membre choisi par le Comité.

### 6. **Nature du Comité de l'évaluation**

Il ressort du paragraphe 2.1 que, en vertu de l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité de l'évaluation est un organe technique, qui est également considéré comme un organe de préparation. En effet, il intervient exclusivement dans le cadre de la préparation des décisions du Conseil d'administration dans un domaine donné et ne dispose d'aucun pouvoir de décision. Pour cette raison, l'article 11.2 du Règlement intérieur du Conseil d'administration dispose que les sous-comités et autres organes subsidiaires du Conseil d'administration "ne votent pas, mais présentent des rapports où figurent les diverses opinions exprimées dans l'organe en question". Par souci de clarté, ce principe est énoncé de nouveau au paragraphe 2.3 du projet de mandat.

---

<sup>4</sup> Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA ([EB 2016/119/R.44](#)).



Le caractère préparatoire du Comité de l'évaluation a également une incidence sur le calendrier de ses sessions. Il doit en effet se réunir régulièrement, mais fixe librement la date de ces réunions (paragraphe 2.4). Le Comité de l'évaluation a pour usage de se réunir avant chaque session ordinaire du Conseil d'administration. Il n'existe aucune raison impérative de rendre cet usage obligatoire.

7. **Position de base concernant le règlement intérieur applicable**

Conformément à l'article 11.3 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le mandat, ledit règlement s'applique, *mutatis mutandis*, aux travaux du Comité de l'évaluation.

8. **Réunions**

Même si le paragraphe 2.4 est libellé différemment que le texte actuel, il n'est pas prévu que le Comité modifie sa pratique selon laquelle il fixe les dates de ses réunions au cours de la dernière session de chaque année.

9. **Présence aux réunions du Comité de l'évaluation**

Du fait de la position de base adoptée au sujet du règlement intérieur applicable, il découle de l'article 8 du Règlement intérieur du Conseil d'administration que les sessions du Comité de l'évaluation sont ouvertes aux membres du personnel du Fonds que le Président peut, à l'occasion, désigner à cet effet, ainsi qu'aux autres membres du Bureau de l'évaluation (IOE) désignés par le Directeur dudit Bureau comme experts, à l'exception des réunions concernant la sélection, la nomination, l'examen de la performance ou la révocation du Directeur d'IOE.

10. **Attributions**

En vertu de l'article 11.1 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, c'est ledit Conseil qui définit la portée des attributions du Comité de l'évaluation. Étant un organe subsidiaire du Conseil d'administration, il ne peut être chargé que de questions relevant de la compétence dudit Conseil. S'agissant des questions d'évaluation, il appartient entre autres au Conseil:

- a) de superviser l'évaluation indépendante et l'autoévaluation du FIDA et d'apprécier globalement la qualité et l'impact des programmes et projets du Fonds, tels qu'ils ressortent des rapports d'évaluation;
- b) d'approuver les politiques visant à renforcer l'indépendance et l'efficacité de la fonction d'évaluation indépendante;
- c) de recevoir directement d'IOE tous les rapports d'évaluation, y compris le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA;
- d) d'entériner la nomination ou la révocation du Directeur d'IOE;
- e) d'approuver le programme de travail annuel d'IOE et de recommander au Conseil des gouverneurs l'approbation du budget d'IOE.

Le paragraphe 3.1 du projet de mandat tient compte de ce qui précède et établit le cadre de référence du Comité de l'évaluation, en indiquant que ses tâches se rapportent à la fonction d'évaluation au sein du Fonds, dont le Conseil d'administration est responsable en application de l'Accord portant création du FIDA.

Les alinéas suivants du paragraphe 3 définissent en détail le rôle général du Comité de l'évaluation en indiquant ses tâches spécifiques et permanentes. Celles-ci correspondent aux responsabilités attribuées au Comité dans le cadre de la Politique révisée du FIDA en matière d'évaluation.